

DECLARATION DE MARIE-THERESE GOUTMAN, MEMBRE DU COMITE  
CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS, PRESIDENT DU  
GROUPE COMMUNISTE AU SENAT, MEMBRE DU PARLEMENT EUROPEEN.

---

MASERU, le mercredi 30 novembre 1977

La présente déclaration a pour objet d'exprimer la signification politique que revêt, pour nous, communistes français, cette réunion des parlementaires des pays de la Communauté économique européenne, d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique signataires de la Convention de Lomé. Notre réunion se tient dans une région du monde qui est le théâtre d'amples affrontements ; ceux-ci opposent les peuples d'Afrique australe en lutte pour la liberté, la dignité, la souveraineté nationale d'une part, les systèmes d'oppression raciale et sociale sud-africain et rhodésien auxquels les pays impérialistes les plus puissants continuent d'apporter leur appui d'autre part. Elle intervient à un moment particulièrement décisif de l'histoire du continent africain. Elle se déroule alors que de par le monde les nations affirment leur légitime exigence d'indépendance, de progrès social, de paix, et aspirent à des relations plus justes et plus stables entre les Etats, c'est-à-dire à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Nous nous trouvons au Lesotho, c'est-à-dire dans un pays qui se trouve menacé dans sa souveraineté, sa sécurité, son devenir par le régime raciste de Prétoria. Nous nous trouvons

au coeur même de l'Afrique australe où s'amplifie un immense élan libérateur. Au Zimbabwe, les patriotes du Front Patriotique intensifient leurs activités de guerrilla et font vaciller le régime raciste de Ian Smith. En Namibie, que s'obstine à occuper illégalement l'Afrique du Sud, la SWAPO développe son action politique et militaire. En Afrique du Sud même, malgré la férocité de la répression, le sentiment national et populaire qui a pris essor, le 16 juin 1976, dans le quartier africain de Soweto, s'est étendu à l'ensemble du pays. Je voudrais ici, au nom du Parti communiste français, saluer fraternellement l'héroïsme et la détermination des peuples d'Afrique australe qui se dressent contre l'oppression et l'exploitation, qui combattent pour la justice et la liberté. Comment ne pas rendre un hommage solennel à tous ceux qui, du communiste Bram Fischer au patriote de la Zapu, Jason Maya, ont payé de leur vie leur engagement, à tous ceux qui, tels Nelson Mandela, président du Congrès National Africain, ou de Toina Hermann, Ja Toivo, fondateur de la SWAPO, souffrent dans les prisons et les bagnes d'Afrique australe, aux dizaines et dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants blessés, emprisonnés, torturés ou assassinés ? Comment ne pas évoquer avec émotion l'avancée de peuples entiers hors de conditions inhumaines, proches de l'esclavage, vers la souveraineté ? Je tiens en particulier à réaffirmer la profonde et entière solidarité des communistes français et du peuple de France avec les mouvements de libération qui représentent la volonté nationale de ces peuples : Congrès National Africain d'Afrique du Sud, Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain/SWAPO de Namibie, Front Patriotique de Zimbabwe.

Face à la montée du mouvement d'émancipation politique et sociale qui gagne l'ensemble de la région, les régimes racistes de Pretoria et de Salisbury redoublent de violence. Ian Smith, en faisant largement appel à des mercenaires américains, ouest-allemands, britanniques ou français, se lance dans l'escalade guerrière ; il multiplie les actes d'agression contre la République Populaire de Mozambique et de la République de Zambie. En Namibie, les troupes sud-africaines font régner la terreur ; elles utilisent le pays comme lieu d'agression contre la République Populaire d'Angola ; elles se refusent à accepter l'accès du pays à une indépendance véritable, s'efforçant de diviser celui-ci sur des bases tribales, allant allant jusqu'à procéder à l'annexion du port de Walvi Bay ; le gouvernement sud-africain continue de braver les décisions de l'ONU. En Afrique du Sud, Vorster et ses amis font régner la terreur ; par des arrestations massives, ils voudraient étouffer toute protestation, anéantir toute résistance, ils poursuivent avec obstination l'achèvement du système d'apartheid par l'organisation de ces "Etats colonies" que sont les Bantoustans ; ils lancent des attaques contre les pays souverains de la région, Angola ou Zambie ; ils font planer le spectre de l'arme atomique sur l'Afrique ; ils menacent les peuples et mettent en péril la paix.

L'obstination brutale des régimes racistes n'est possible que grâce à l'appui que ceux-ci continuent de recevoir des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la RFA, de la France et de l'ensemble des pays impérialistes. Certes, ce soutien se fait plus embarrassé ; et ces pays sont conduits à prendre en compte les succès remportés par le mouvement de libération

nationale en Afrique ; ce qui explique leur condamnation des aspects les plus repoussants de l'apartheid et la multiplication des initiatives qui ont pour trait commun de viser à la préservation des intérêts des sociétés multinationales dans la région. Ils font montre d'une soudaine sollicitude pour les problèmes de l'Afrique australe. Mais celle-ci masque mal les écrasantes responsabilités des gouvernements occidentaux dans la présente situation. Le gouvernement des Etats-Unis accélère la pénétration des capitaux US en Namibie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, après avoir fait de Pretoria la clef de voûte du dispositif stratégique américain dans le sud du continent africain. Le gouvernement britannique porte la responsabilité de l'existence du régime illégal de Salisbury et continue d'être le premier investisseur étranger en Afrique du Sud. Le gouvernement de la RFA a joué un rôle de premier plan dans le développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Le gouvernement français s'est fait le premier fournisseur d'armes de Prétoria, et collabore avec le régime raciste sur le plan militaire, nucléaire, politique et financier. Certes, les pays impérialistes ont été contraints de voter au Conseil de sécurité au début du mois de novembre l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Mais ils persistent à toute sanction effective contre le régime sud-africain qui occupe illégalement la Namibie. En infraction avec les décisions des organisations internationales, les groupes américains, britanniques, ouest-allemands, français... continuent de piller les richesses de ce pays. Les représentants des pays de la CEE se sont déclarés opposés à ce que figure dans un texte de l'ONU la dénonciation des interventions de l'OTAN dans les

affaires de l'Afrique australe. Les gouvernements de la CEE se sont entendus sur un "code de conduite" pour les sociétés multinationales opérant en pays raciste : il s'agit là de déclarations d'intention que dès à présent les représentants des Patronats ouest-allemands et français ont repoussé ; en outre c'est ignorer que la lutte des peuples d'Afrique australe ne se borne pas au refus de la discrimination raciale et aux aspects les plus apparents de l'apartheid ; elle vise à une indépendance réelle, y compris économique, et tout un système d'exploitation et de pillage auquel participent intensivement, aux côtés des monopoles sud-africains, les groupes industriels et financiers d'Amérique du Nord, du Japon, d'Europe occidentale.

Nous communistes, nous nous prononçons résolument pour la fin de telles équivoques, contre des faux fuyants qui masquent mal une volonté de la part des pays occidentaux de ménager Vorster et Ian Smith afin de créer les conditions d'installation de régimes néocolonialistes dociles aux grands intérêts capitalistes. Il importe, au contraire, d'exiger le retrait immédiat de l'armée et de l'administration raciste de Namibie, le respect de l'intégrité territoriale de ce pays, la libération de tous les détenus politiques et l'accès du pays à l'indépendance sur la base des propositions formulées par la SWAPO, légitime représentant du peuple de Namibie. Au Zimbabwe, un règlement passe par le départ du gouvernement illégal de Ian Smith et le démantèlement de l'armée raciste, et par la discussion avec le Front Patriotique des modalités de transfert du pouvoir. Toute collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud doit cesser immédiatement. Tout soutien

politique, financière, économique, technologique, à l'impérialisme sud africain doit être abandonné. Chaque gouvernement, réellement soucieux des intérêts de la paix, se doit de respecter les décisions des Nations Unies et d'oeuvrer à ce que, dans le cadre de l'ONU, de nouvelles décisions soient prises afin de hâter l'heure de la liberté en Afrique australe.

La volonté d'indépendance nationale est l'une des grandes données de notre époque. C'est vrai pour le continent africain qui tente de secouer les rapports néocolonialistes de pillage et de domination et qui doit faire face aux interventions redoublées de l'impérialisme : pressions politiques, pressions militaires telles que celles de la France au Zaïre et au Sahara, actes d'hostilité à l'égard des pays qui, à l'instar de l'Algérie ou de l'Angola, ont choisi une voie d'indépendance et de progrès social. C'est vrai aussi dans les autres régions du monde. Plus nombreux sont les pays qui entendent disposer souverainement de l'ensemble de leurs ressources nationales, en particulier leurs matières premières, qui veulent se donner les moyens d'édifier des économies nationales, qui se refusent d'être les victimes des désordres économiques, monétaires, financiers, en un mot de la crise de l'impérialisme. La volonté d'indépendance marque profondément et positivement l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, les Caraïbes et le Pacifique aujourd'hui. Les communistes français qui luttent pour une France souveraine, indépendante, maîtresse de ses décisions, partagent la même exigence. C'est pourquoi ils tiennent pour légitime l'aspiration des peuples de ces régions à maîtriser leurs richesses nationales, à assumer leur développement économique et social, à construire leur indépendance économique.

Les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique, présents à la Conférence jouent un rôle de plus en plus actif dans la lutte pour des relations économiques plus justes et plus stables entre les nations, l'instauration d'un nouvel ordre économique international. A juste titre, ils ne se satisfont pas d'être ravalés par l'impérialisme, au rang de pourvoyeurs de matières premières végétales ou minérales, de fournisseurs de main d'oeuvre à bas salaires, de marché pour les produits des pays impérialistes, ou à celui de terrain de redéploiement des capitaux des sociétés multinationales. De plus en plus, ils entendent s'équiper, se moderniser, s'industrialiser. Ils perçoivent les limites qui sont celles de la Convention de Lomé celle-ci ne répond que partiellement à leurs revendications ; certains vices apparaissent dans son fonctionnement, notamment en matière de politique industrielle ; la souveraineté de la politique des Etats ne s'y trouve pas clairement affirmée ; les mécanismes tendent à cristalliser une division internationale du travail déséquilibrée et inique, ils peuvent être utilisés par les sociétés multinationales dans leurs stratégies de redéploiement. Nous avons porté la plus grande attention aux préoccupations, aux réserves, aux propositions formulées par les représentants des A.C.P. S'agissant des problèmes du nouvel ordre économique, qui font l'objet de grandes négociations internationales, le Parti communiste français préconise une attitude constructive. Il désapprouve la position adoptée par les représentants de la CEE lors de la Conférence sur la coopération économique internationale de Paris ou lors des dernières réunions de la CNUCED. En ce qui concerne l'important problème du pouvoir d'achat tiré de l'exportation des matières

premières, un gouvernement démocratique de la France, avec la participation des communistes, participerait, dans le cadre des Nations Unies, à des discussions, en vue d'aboutir à des solutions d'intérêt mutuel, et en prenant pour base de négociation les propositions formulées par les "77" dans le programme intégré de Manille. Nous communistes français qui entendons sortir notre pays de la crise et assurer son développement économique, social, l'arrachant à l'emprise des grands groupes multinationaux, nous sommes parfaitement à même de comprendre les exigences légitimes des A.C.P. à voir s'établir de véritables rapports de coopération, des relations stables et équilibrés.

A travers discussions et entretiens que nous avons pu avoir avec nos interlocuteurs représentants des ACP, nous avons pu apprécier les immenses possibilités d'amitié et de coopération qui existent entre la France et les pays d'Afrique. Nous avons ressenti l'intérêt témoigné par ceux-ci, de développer avec la France en particulier, de fructueux rapports de coopération. Nous avons éprouvé également combien la politique africaine du présent gouvernement français entamait, gâchait les vastes possibilités qui constituent une chance pour la France. C'est pourquoi d'ailleurs nous estimons qu'en ce domaine également une autre politique, celle d'un gouvernement démocratique avec la participation des communistes, est urgente et nécessaire. Celui-ci oeuvrera pour une coopération sans exclusive et sans discrimination ; il bannira toute pression politique et toute forme de pillage ou de domination néocolonialiste. Il s'appliquera, en particulier, par des accords bilatéraux, multilatéraux, entre Etats, à développer dans les domaines les plus divers (industrialisation, progrès scientifique et



technique, échanges commerciaux, culturels....) des relations denses et diversifiées, stables et équilibrées, avec tous les Etats qui le souhaiteraient. Telle est, à nos yeux, la voie du bon sens et de l'avenir, celle qui correspond à l'intérêt respectif de nos peuples.